

Synthèse bibliographique

Un regard critique sur l'économie mondiale. À propos des ouvrages de L. Gill, T. Henstch, D. Holly, P.Y. Soucy et J. Niosi

Gilles Breton

Number 7, Winter 1985

Projection internationale du Québec

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/040481ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/040481ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

0711-608X (print)

1918-6584 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Breton, G. (1985). Review of [Synthèse bibliographique : un regard critique sur l'économie mondiale. À propos des ouvrages de L. Gill, T. Henstch, D. Holly, P.Y. Soucy et J. Niosi]. *Politique*, (7), 101–114. <https://doi.org/10.7202/040481ar>

Synthèse bibliographique

Un regard critique sur l'économie mondiale.

Gilles Breton
Université Laval

L'économie mondiale est à l'ordre du jour. Que ce soient les problèmes d'endettement, la voiture japonaise ou allemande que vous pourrez enfin vous permettre en 1985, la disparition de l'Agence canadienne d'examen des investissements étrangers, le sommet «Le Québec dans le monde», l'importance du commerce extérieur dans la politique économique, les fluctuations des taux d'intérêt, l'omniprésence des firmes et banques multinationales, le flottement du dollar canadien, la découverte de la «contrainte extérieure»; on le voit, elle est bel et bien révolue l'époque où l'on pouvait analyser les sociétés, les économies, les États et leurs politiques sans tenir compte de leurs interrelations, de leur interdépendance avec cet «extérieur» que constitue l'économie mondiale.

Si l'économie mondiale est bien réelle — ce que la situation économique actuelle se charge de nous rappeler quotidiennement et brutalement — elle est aussi et de plus en plus l'objet d'investigation. Une imposante littérature est là pour en rendre compte qui n'est plus le fait des seuls économistes. Politicologues et sociologues, entre autres, se sont eux aussi mis à la tâche. C'est

le résultat du travail de certains d'entre eux que nous voulons analyser ici. Plus précisément nous tenterons de cerner quelle lecture de l'économie mondiale nous proposent trois ouvrages édités récemment au Québec¹ qui relèvent tous d'une perspective d'analyse sinon marxiste, à tout le moins critique.

À tout seigneur tout honneur, que dis-je, au dogmatisme les honneurs, Louis Gill et son *Economie mondiale et impérialisme* qu'il aurait pu sous-titrer, «ou le volontarisme politique comme grille d'analyse»; ou encore: «l'histoire a infiniment plus d'imagination que nous». Il est des livres dont la lecture nous conduit à changer notre pensée, il en est d'autres qui, un peu comme le journal, ne seront parcourus qu'une seule fois. Le dernier livre de Louis Gill fait malheureusement et manifestement partie de la deuxième catégorie. Pour deux raisons fort simples: cet ouvrage n'apporte rien de nouveau à la connaissance déjà disponible sur l'économie mondiale et il y a là une utilisation de la «méthode marxiste» qui, loin d'en faire un instrument de travail et d'action capable de rendre compte de la complexité d'un réel qui bouge, la caricature, la «momifie» et en fait presque un objet de risée.

Pourtant, l'objet de l'ouvrage est présenté clairement dès le départ: répondre à ces deux questions: «qu'est-ce que l'impérialisme?, Quels sont les fondements et les principaux aspects de l'économie mondiale capitaliste contemporaine, celle du 20^e siècle?» (p. 9). A ces questions plus qu'importantes dans la conjoncture actuelle l'auteur apporte des réponses qui oscillent entre le dogmatisme le plus plat et les descriptions les plus ... descriptives qui soient.

1. L. Gill. *Economie mondiale et impérialisme*. Montréal, Boréal Express, 1983. 415 p.; T. Hentsch, D. Holly, P.Y. Soucy, *Le système mondial. Rapports internationaux et relations internationales*, Montréal, Nouvelle optique, 1983, 300 p.; 2^e colloque de l'Association d'économie politique, sous la direction de Jorge Niosi, *Firmes Multinationales et autonomie nationale*, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1983, 238 p.

Ces réponses s'étendent sur plus de 400 pages structurées en 8 chapitres. Un premier chapitre au cours duquel l'auteur, reprenant les principales caractéristiques de l'impérialisme tel que défini par Lenine au début du siècle, tient à montrer que «l'identification de l'impérialisme comme un stade spécifique du capitalisme, et plus particulièrement comme son stade suprême ou son dernier stade, est une composante indissoluble de l'analyse marxiste de l'impérialisme.» (p. 17) D'où, conséquence logique, l'auteur utilisera de longues pages pour montrer que ceux qui ne voient pas que l'impérialisme est le «produit naturel (sic) des lois générales de l'accumulation du capital» (p. 21) et qu'il est «bien le dernier stade du capitalisme» (p. 31-32) sont soit des révisionnistes (Aglietta, Schumpeter, Hobson), des tenants de l'ultra-impérialisme à la Kautsky ou, pire encore, des défenseurs de l'ordre impérialiste ou des «collaborateurs de classes» (R. Boyer, M. Beaud ou encore certaines directions ouvrières).

Le premier chapitre contient aussi une autre «proposition théorique» qui veut que l'impérialisme confère maintenant à la lutte des classes un caractère mondial, c'est-à-dire une lutte qui oppose désormais «la bourgeoisie mondiale et le prolétariat mondial» (p. 18). Questions importantes que celles du déplacement du lieu de la lutte des classes et de la définition même des classes sociales que l'auteur règle péremptoirement en cinq paragraphes dont trois portent sur la nécessité de l'internationale ouvrière pour mener la lutte. C'est vous dire le sérieux du travail théorique que contient cet ouvrage.

L'auteur complète son «analyse» théorique de l'impérialisme au chapitre trois en rétablissant d'une part, cet «élément central de la théorie de Lénine qu'est le parasitisme» (p. 97), ce qui nous donne droit à une nouvelle définition de l'impérialisme: «le stade du parasitisme et de la putréfaction» (p. 97) et d'autre part, en démontrant que «la domination du capital financier sur les autres

formes de capital» (p. 120) a été un «élément clé de la constitution de l'économie mondiale comme entité unique et intégrée et non comme la simple addition d'économies nationales séparées» (p. 120).

Entre-temps, le chapitre 2 aura servi à montrer que l'impérialisme, c'est aussi le partage et repartage du monde. Un chapitre historico-descriptif au cours duquel l'auteur analyse les deux grandes guerres mondiales comme ayant été l'occasion de repartage du monde entre les puissances britannique, américaine et soviétique selon des modalités qui vont des colonies au protectorat en passant par les semi-colonies, ou zones d'influence.

Toujours dans le même chapitre, les années d'après-guerre sont analysées comme une période de désintégration des empires coloniaux au cours de laquelle «le prolétariat mondial a l'initiative de la lutte» (p. 91). Qui plus est, «le système impérialiste mondial écrasé sous ses propres contradictions est de plus en plus menacé par la révolution montante» (p. 92). Vous qui, comme moi, doutez que la révolution soit sur le point d'éclater, sachez que ces doutes ne sont que «l'expression du désarroi (petit-bourgeois) d'intellectuels qui se situent en marge du mouvement ouvrier, ces pseudo-analystes n'ont qu'une fonction: celle de couvrir les appareils syndicaux dont l'inaction et la politique de collaboration avec la bourgeoisie s'opposent frontalement au mouvement des masses et arrivent, au moins partiellement, à le contenir, sinon à la paralyser» (p. 92). Et ça dure ainsi pendant 400 pages «d'observation incontestable de la réalité» (p. 91).

Les chapitres 4-5-6 sont consacrés à la présentation/description de l'économie mondiale sous l'angle de l'expansion internationale du capital financier, de l'exportation des marchandises et des capitaux et du contrôle du commerce des matières premières par les grandes puissances. Trois chapitres à caractère principalement, pour ne pas dire exclusivement, économique élaborés à partir de sources secondaires qui, s'ils présentent correctement certaines

facettes de l'économie mondiale, ne réussissent ni à mettre à jour la dynamique et l'évolution de l'économie mondiale, ni à nous présenter cette dernière comme une entité structurée.

Les chapitres 7 et 8 qui portent respectivement sur la crise du système monétaire international et la crise générale du système se révèlent eux aussi extrêmement décevants du point de vue analytique. Ne comptez pas sur le chapitre 7 pour comprendre les fondements de la crise du système monétaire international, les problèmes d'endettement de certains pays et leurs conséquences sur l'économie mondiale. L'auteur se contente de nous présenter de façon très détaillée les grandes composantes du système monétaire international actuel et leur évolution depuis le 19^{ième} siècle jusqu'à aujourd'hui, il s'agit là néanmoins, des pages les plus utiles de l'ouvrage. De même le chapitre 8 qui porte sur « la crise générale du système » ne nous offre aucune proposition d'explication de la crise de l'économie mondiale et de son articulation avec les crises de différentes économies nationales. Encore une fois, L. Gill se borne à nous présenter de façon éparse et sans lien entre eux certains éléments certes constitutifs de la réalité de la crise de l'économie mondiale tels la crise des secteurs clé de l'économie — automobile, sidérurgie — et celle des pays de l'Est, les « miracles » allemand et japonais de l'après-guerre, etc. Il conclue néanmoins à l'inéluctabilité de la révolution mondiale (p. 392) sans qu'on sache ce qui justifie ce saut qualitatif de l'analyse qui fait passer la révolution de montante à inéluctable.

Il n'y a pas que le volontarisme politique de l'auteur, qui lui fait voir la révolution partout ou à tout le moins prendre ses désirs pour les réalités, qui gêne dans cet ouvrage; il s'en dégage une lecture de l'économie mondiale passablement datée et réductrice. Cela se comprend aisément puisqu'au fond le projet de l'auteur consiste à analyser l'économie mondiale à partir de la proposition théorique faite par Lénine au début du siècle sans se demander si celle-ci est suffisamment achevée et adaptée à l'étude des réalités

d'aujourd'hui. Ainsi, pour prendre un seul exemple, l'auteur nous propose un chapitre sur les exportations de marchandises et de capitaux qui, s'il est en parfaite concordance avec la grille léniniste, ne l'est absolument pas avec la réalité de l'économie mondiale puisque celle-ci se caractérise par l'exportation du capital et non seulement des capitaux — c'est-à-dire la délocalisation du capital productif et de la production — ce que traduit la résurgence des firmes multinationales à la fin des années 60.

Il ne sert à rien de multiplier les exemples puisqu'ils découlent tous d'une même carence fondamentale de l'ouvrage de Louis Gill : l'absence de travail théorique. Hors de la grille léniniste, point de salut ! Sauf pour prononcer quelques excommunications, Louis Gill ne tient aucunement compte de l'imposante littérature marxiste et critique qui tente depuis plus de vingt ans de comprendre ce qu'est l'économie mondiale. Cela donne un ouvrage qui contient pour l'essentiel une lecture économiste de l'économie mondiale totalement décrochée des réalités nouvelles qui se font jour, de même que du travail théorique et analytique qui tente d'en rendre compte.

Le Système mondial, édité par T. Henstch, D. Holly et P.Y. Soucy, s'il ne traite pas uniquement de l'économie mondiale, a pour projet de montrer qu'une analyse marxiste et critique des relations internationales doit nécessairement tenir compte de cette réalité qui, si elle ne détermine pas tout ce qui se passe au niveau politico-militaire, le conditionne énormément.

Le propos de ce recueil de textes vise pour l'essentiel à définir et proposer une possible articulation au niveau mondial entre l'économique et la politique, entre les rapports internationaux qui rendent compte essentiellement de la sphère économique et sociale du système mondial et les relations internationales, soit le niveau politico-militaire dudit système. Le pari des auteurs est de dépasser la situation suivante : « Alors que les classiques et les

behavioristes ont en général tendance à se limiter aux relations internationales, les marxistes examinent le monde à partir des rapports économique-sociaux, sans nécessairement aller au-delà (p. 8)» tout en paliant «au manque de liaison qui apparaît bien souvent entre l'analyse économique et l'analyse politique» (p. 8).

D'où une sélection de textes qui se propose un double objectif «1° offrir ce qu'il y a (...) de meilleur et de plus utile dans la littérature critique pour la compréhension du système mondial; 2° attirer l'attention des chercheurs sur les lacunes que cette littérature laisse béantes» (p. 9).

Cela donne un ouvrage divisé en deux parties dont la première, «Marx, les marxistes face à la société mondiale», est l'occasion de présenter des textes classiques du marxisme portant sur le capitalisme, l'économie mondiale et les rapports de force internationaux. On y retrouve trois courts textes fort pertinents de N. Boukharine, R. Luxembourg et de A. Gramsci. La seconde partie intitulée «Analyses critiques du système mondial» est composée de textes de I. Wallerstein, N. Poulantzas, A. Martinelli et I. Gerstein portant sur le système mondial, sa structure et sa dynamique auxquels s'ajoutent des textes de F. DeBuyst et D. Senghaas traitant des stratégies et des conflits dans le système mondial actuel.

On peut se demander si ce recueil de textes atteint son premier objectif qui est celui de présenter ce qu'il y a de meilleur dans la littérature critique pour la compréhension du système mondial. L'on me permettra d'en douter surtout en ce qui concerne la deuxième partie de l'ouvrage. Certaines pages de Michalet, de Palloix et même le débat Bettelheim/Emmanuel, auraient pu avantageusement remplacer certains textes, celui de Gerstein entre autres, dont les auteurs soulignent eux-mêmes que «la critique est partielle, souvent maladroite sinon très discutable.» (p. 116) De plus, pour des motifs que je ne m'explique guère, le meilleur

de la littérature critique semble vieillir prématurément puisque tous les textes, sauf celui de Wallerstein publié en 1980, relèvent des années 70. Cela étonne pour un ouvrage publié en 1983.

C'est plutôt du côté des deux longues introductions à chacune des parties que nous proposent les auteurs que se trouve le véritable apport de cet ouvrage. C'est là que T. Henstch, D. Holly et P.Y. Soucy atteignent leur deuxième objectif qui est d'attirer l'attention sur les lacunes que cette littérature critique laisse bétantes.

Le premier texte présente les fondements marxistes d'une analyse de la société mondiale en partant du postulat «qu'il n'y a pas de compréhension possible du monde, par conséquent des relations internationales, sans analyse préalable de l'infrastructure, c'est-à-dire du mode de production (procès de circulation inclus) des biens nécessaires à la vie matérielle et des rapports économiques qui se nouent à cette occasion sur l'ensemble du globe» (p. 32-33).

Cela conduit les auteurs à exposer en deux temps les principales notions marxistes indispensables à la compréhension de l'infrastructure de l'économie mondiale. D'une part, des notions telles que mode de production, lutte des classes, société civile internationale, division du travail, qui permettent de «cerner certains aspects généraux de la réalité globale de l'économie mondiale» (p. 33) et d'autre part, un autre niveau de concepts tels que formation sociale et classes sociales, qui permettent «de rendre compte de la fragmentation et des contradictions de la totalité économique» (p. 33) que constitue l'économie mondiale.

Si pour les marxistes l'analyse de l'infrastructure constitue un préalable indispensable à l'étude du système mondial, cela ne signifie pas pour autant que l'arrimage de cette infrastructure à la superstructure soit chose aisée. Ce que confirment T. Henstch, D. Holly et P.Y. Soucy, qui identifient ainsi le problème qui est qu'au niveau international «le «fossé» entre l'infrastructure et la

superstructure est particulièrement difficile à franchir» (p. 34). Du côté des marxistes «classiques», seul Gramsci, avec les notions de moment économiques, politiques et militaires et d'hégémonie fournirait quelques éléments de solution en proposant «d'articuler au niveau international, l'analyse de la lutte des classes, à celle, plus traditionnelle, des rapports de forces entre puissances» (p. 42).

Du point de vue de l'étude de l'économie mondiale donc, les auteurs établissent dans ce premier texte, d'une part que «société civile et société politique ne coïncident donc pas» (p. 22) au niveau international et d'autre part que la société civile internationale désigne, «au cœur de l'économie mondiale, l'infrastructure particulière — et singulièrement dynamique — mise en place par le capital transnational» (p. 23), ce dernier étant contrôlé par «la seule classe apte à opérer directement, efficacement au niveau mondial» (p. 23).

Dans le deuxième texte intitulé «Perspectives sur le système mondial», les auteurs utilisent les concepts qu'ils nous ont présentés dans le premier texte pour caractériser la situation présente du système mondial à partir des deux niveaux d'analyse déjà identifiés: infrastructure (économique et sociale), superstructure (politique et militaire).

Au niveau infrastructural, T. Henstch, D. Holly et P.Y. Soucy caractérisent ainsi la situation: l'économie mondiale est toujours dominée par «le mode de production capitaliste à son stade transnational» (p. 89). Cela signifie qu'au niveau des formations sociales, le système capitaliste international se caractérise par un clivage important entre un système capitaliste central qui correspond aux pays de l'O.C.D.E. et une périphérie dont la caractéristique principale «réside en ce que le développement des forces productives installées sur leur territoire s'est fait principalement en fonction d'intérêts externes, sous la domination du capital étranger et à l'initiative des puissances coloniales» (p. 78).

La dominance du capital transnational, véritable moteur du système capitaliste mondial, est le second élément à retenir de l'analyse de l'économie mondiale faite par les auteurs. Un capital transnational défini comme «l'ensemble des moyens de production engagés dans des stratégies de croissance conçues à l'échelle planétaire» (p. 81) dont la concentration et la centralisation ne cessent de croître et dont «seuls des bouleversements importants au plan mondial sont susceptibles de l'affecter grandement, de briser sa dynamique» (p. 87). Bouleversements dont les auteurs estiment qu'ils «ont très peu de chance de se faire à l'intérieur du système, du moins à moyen terme» (p. 87-88).

Au niveau superstructurel, c'est-à-dire politico-militaire, qui intéresse les auteurs «avant tout dans ses principales interactions avec le socio-économique, puisque c'est de ces interactions que dépend enfin de compte l'évolution globale du système» (p. 89), ces derniers s'attachent pour l'essentiel à identifier les tendances qui sont «susceptibles de modifier sensiblement l'orientation du monde, notamment en raison de leurs répercussions sur l'infrastructure dominante» (p. 89). Elles sont au nombre de deux: «d'une part, l'évaluation du rapport de forces au niveau planétaire et des diverses issues possibles; d'autre part, l'incidence des appareils militaires ou de «mode de destruction» sur l'évolution économique du système» (p. 91).

Leur analyse les amène à conclure que:

«L'équilibre approximatif des deux principaux bastions politico-militaires du monde, la connivence et la concurrence qui, dans le même souffle, contribuent à consolider leurs pouvoirs rivaux et leurs intérêts mutuels, permettent et encadrent à la fois le développement du capital transnational, développement auquel l'U.R.S.S. est éventuellement appelée à contribuer. Sauf rupture brusque et grave de cet équilibre — toujours possible mais dont il serait en tout état de cause difficile de prévoir le moment et la forme — la concentration du capital, la centralisation de sa gestion et la division du travail au niveau international paraissent devoir se poursuivre,

tandis que l'osmose entre la hiérarchie politico-militaire et la technostucture économique risque de s'accroître» (p. 106).

On ne peut définitivement pas reprocher aux auteurs de ne pas respecter le contrat qu'ils passent avec le lecteur dès les toutes premières pages qui est, rappelons-le, d'identifier les paramètres du problème de l'articulation infrastructure/superstructure au niveau du système mondial. Il y a là une façon de traiter cette question qui, si elle ne souffre pas d'un excès d'originalité, est menée avec beaucoup de rigueur analytique et dans un style très didactique.

Du point de vue de l'économie mondiale les concepts présentés et l'utilisation qu'on en fait nous donnent une vision d'ensemble qui, toute introductive, synthétique, claire et très bien structurée qu'elle soit, appelle néanmoins quelques remarques. D'une part, l'insistance mise par les auteurs à identifier le capital transnational comme le moteur de l'économie mondiale ne risque-t-elle pas de nier que cette dernière résulte d'une dialectique qui se joue entre le capital transnational et les États-Nations, de négliger les échanges entre pays et économies nationales qui constituent toujours un aspect de l'économie mondiale et, enfin, de placer au second plan la dimension structurante du mode d'insertion des économies nationales sur l'économie mondiale elle-même?

De même le clivage entre les formations sociales au sein de l'économie mondiale proposé par les auteurs gagnerait beaucoup à être réexaminé, ainsi que la notion de superstructure à l'intérieur de laquelle l'absence de l'idéologie étonne et ce au moment même où l'économie mondiale semble s'en préoccuper avec le développement et l'internationalisation des industries culturelles et des secteurs d'activités tels que la télématique, les télécommunications, etc.

Il n'y a pas que dans *Le système mondial* où l'on insiste sur le rôle et la prépondérance des firmes multinationales dans la structuration de l'économie mondiale. Tel est aussi le cas de

l'ensemble des contributions présentées au 2^e colloque de l'Association d'économie politique et réunies par J. Niosi dans *Firmes multinationales et autonomie nationale*. Le titre de cette publication colle d'ailleurs parfaitement à son contenu: il y sera en effet davantage question de l'économie des firmes multinationales que de l'économie mondiale.

Voilà un ouvrage d'une facture totalement différente des deux premiers que nous avons étudiés précédemment. Les préoccupations théoriques y occupent une place secondaire au profit d'analyses concrètes qui ajoutent beaucoup à la connaissance de cet important acteur économique. Ces études de cas, très actuelles et surtout très riches en informations, ont été regroupées en quatre sections. La première contient des textes de H. Magdoff, J. Magdoff, J. Niosi et C.A. Michalet qui, à partir de l'examen des firmes multinationales américaines, canadiennes et françaises rendent compte de l'évolution récente de l'expansion multinationale de ces firmes, que ce soit en termes de localisation sectorielle, géographique ou encore du type d'investissements privilégié. Avec la deuxième section portant plus spécifiquement sur la présence et le comportement des F.M.N. dans le secteur de l'agro-alimentaire, on apprécie la pertinence de ces études concernant les stratégies récentes déployées par ces agents économiques.

Les deux dernières sections portent sur l'analyse des effets sur le mouvement syndical et les États nationaux du comportement des F.M.N. Si les textes de F. Zapata, D. Benedict et P. Bakvis qui constituent la section «Entreprises multinationales et organisation syndicale» nous font bien saisir les problèmes spécifiques qui se posent au mouvement syndical lorsque confronté à ce type d'entreprises ainsi que la disparité des stratégies et pratiques telles qu'elles se développent dans le déroulement même des luttes syndicales, en revanche la dernière section «Firmes multinationales et autonomie nationale» n'apporte guère au lecteur les mêmes

satisfactions. D'une part parce que la façon dont le problème est abordé nous ramène quasiment au bon vieux et faux débat : L'État pour ou contre les F.M.N. et d'autre part parce que les textes y sont très inégaux. Si la contribution de B. Campbell rend compte de l'étroitesse de la marge de manœuvre qui reste à la Guinée face aux multinationales de l'aluminium, le court texte de M. Beau relève beaucoup plus du coup de chapeau à l'endroit de la stratégie de nationalisation du gouvernement socialiste français que d'une analyse serrée de la stratégie des nationalisations dans le contexte actuel d'internationalisation du capital.

L'espace nous manque pour rendre compte et justice de chacun de ces textes. Qu'il nous suffise de dire que *Firmes multinationales et autonomie nationale* jette sur les firmes multinationales un regard critique dénué de toute complaisance. Les analyses s'appuient sur une solide connaissance de la réalité et rendent compte de l'évolution et des transformations récentes qui caractérisent actuellement l'économie des firmes multinationales.

Quelle lecture de l'économie mondiale se dégage de ces publications? Si l'économie mondiale nous est présentée comme une entité structurée de formations sociales hiérarchisées selon des clivages de plus en plus mobiles et changeants, la caractéristique première qui ressort des analyses proposées est le rôle moteur et dynamique joué par le capital transnational que matérialisent les firmes multinationales. Cette insistance sur les F.M.N. a pour effet de nous présenter une lecture incomplète de l'économie mondiale car elle laisse dans l'ombre des éléments constitutifs et structurants de cette dernière.

Ainsi l'économie mondiale se caractérise-t-elle non seulement par une activité sans cesse croissance des grands agents économiques internationaux mais aussi et surtout par une interdépendance accrue entre les différentes économies nationales. De ce point de vue, l'on s'étonne que si peu de place ait été accordée à l'examen

du mode d'insertion des différentes économies nationales à l'économie mondiale. Et cela au moment où précisément un des axes privilégiés de sortie de crise retenu par l'ensemble des États occidentaux est de restructurer l'activité économique nationale par le biais d'une compétitivité accrue sur les marchés mondiaux et la conquête de nouveaux marchés. Dans cette perspective il nous semble que la gestion étatique de la contrainte extérieure mériterait plus d'attention que celle que lui accordent ces trois ouvrages.

Après tout, la configuration actuelle de l'économie mondiale ne résulte pas que de l'entrechoc des seuls agents économiques internationaux. Sont aussi structurants de l'économie mondiale, le régime d'accumulation et le mode de régulation qui se développent à l'intérieur de chaque formation sociale, l'État et son mode d'intervention dans le champ de l'économie, la configuration des rapports sociaux, etc. Il faudra bien un jour faire plus qu'en « parler », et les intégrer vraiment dans les analyses de l'économie mondiale.